

SERVTEC RDC RECRUTE POUR UN DE SES CLIENTS « EXPERTISE FRANCE »

Poste : CHARGE(E) DE SUBVENTIONS

Référence : SERV.RDC_Charg_Subv_028.03.2025

Postuler sur : <https://recrutement.servtec-rdc.com>

Intitulé du poste : CHARGE(E) DE SUBVENTIONS

Projet : Initiative « Ville Durable »

Domaine : Développement urbain et le Développement Communautaire

Pays de la mission : RDC / Boma

Type de contrat : CDD

Durée : 12 mois renouvelables sur une période de 4 ans

Date de prise de fonction souhaitée : mai 2025

Date limite de dépôt de candidature : 24 Mars 2025 à 17h00 (heure de Kinshasa)

Langue de travail : Français

I. PRESENTATION DU CLIENT

Expertise France

Agence publique, Expertise France est l'acteur interministériel de la coopération technique internationale, filiale du groupe Agence Française de Développement (groupe AFD). Deuxième agence par sa taille en Europe, elle conçoit et met en œuvre des projets qui renforcent durablement les politiques publiques dans les pays en développement et émergents. Elle intervient dans des domaines clés du développement comme la Gouvernance, la Santé, l'Éducation, l'Environnement, la Sécurité, et contribue aux côtés de ses partenaires à la concrétisation des objectifs de développement durable (ODD).

Dans ces domaines, Expertise France assure des missions d'ingénierie et de mise en œuvre de projets de renforcement des capacités, mobilise de l'expertise technique et joue un rôle d'ensemblier de projets faisant intervenir de l'expertise publique et des savoir-faire privés.

Expertise France en RDC

La République démocratique du Congo (RDC) est un pays prioritaire pour l'agence en Afrique centrale et la présence EF s'est renforcée depuis 2022 avec un portefeuille important dans les domaines de la santé, la sécurité, l'entrepreneuriat, l'enseignement supérieur, le sport et la culture, la biodiversité, ainsi que le développement urbain et le développement communautaire.

Ce qui a permis l'implantation d'un bureau et d'une Unité Support Projet à Kinshasa, la nomination d'une Directrice Pays basée à Kinshasa pour faciliter les échanges avec les partenaires, et l'ouverture de deux bureaux projets à Bukavu et à Goma.

II. DESCRIPTION DU CONTEXTE DE L'INITIATIVE « VILLE DURABLE »

1. Contexte général

Le déclin des activités portuaires entamé dans les années 2010 avec l'ouverture de nouveaux ports (à Matadi et bientôt à Banana) a progressivement conduit à la fermeture des entreprises les plus pourvoyeuses d'emplois à Boma (brasserie, logistique, alimentation, pétrole, aéroport) et au déclin des services de base (écoles, centres

de santé, marchés, distribution d'eau potable, distribution d'électricité), de loisirs (complexe sportif) et culturels (Boma est la première capitale du pays et dispose de beaucoup de sites touristiques). Boma est aussi très exposée aux effets du changement climatique du fait de l'augmentation du niveau de la mer, de l'augmentation des inondations de la rivière Kalamu qui la traverse (liées à l'érosion des flancs de collines) et de l'augmentation des jours de fortes chaleurs. Pour faire face à cette situation, la République Démocratique du Congo (RDC) a sollicité un financement de l'AFD pour identifier puis déployer à Boma une initiative pilote de développement urbain durable et résilient aux effets du changement climatique qui pourrait être répliquée à d'autres villes intermédiaires dans une situation similaire.

L'initiative pilote identifiée vise à améliorer la résilience de Boma aux effets du changement climatique (lutter contre l'érosion et adapter les équipements de proximité), à améliorer les conditions de vie de ses habitants (en particulier les femmes et les jeunes) via la réhabilitation d'infrastructures de bases (voirie, eau potable, électricité) et à améliorer la gouvernance urbaine.

2. Contexte du programme

2.1. L'initiative projet

L'enjeu de cette initiative est de redynamiser et favoriser l'attractivité de Boma, et de déployer une démarche pilote intégrée de ville durable et résiliente qui soit répliquable dans d'autres villes de la RDC.

Les objectifs de l'initiative d'un montant prévisionnel de 50M€ dont 10M€ en subvention et 40M€ sous forme de prêt souverain concessionnel sont les suivants :

Objectif 1 : Adapter Boma au changement climatique :

- Lutter contre l'érosion en réalisant des travaux urgents de curages, de végétalisation et de nivellement, principalement en HIMO ;
- Adapter les équipements socio-culturels et administratifs au changement climatique, dont un complexe sportif, des places publiques, des écoles et des centres de santé.

Objectif 2 : renforcer l'attractivité de Boma :

- Réhabiliter les infrastructures de base (voirie, électricité, eau potable) pour renforcer l'équité d'accès aux services essentiels ;
- Encourager les opportunités économiques et la cohésion sociale avec notamment la réhabilitation de sites touristiques, de la maison des jeunes et de la maison des femmes ;
- Intégrer Boma dans le développement de la Province et définissant un Plan d'Aménagement du Territoire.

Objectif 3 : renforcer les capacités techniques des autorités nationales et locales afin de réaliser cette initiative :

- Assurer une bonne gestion et une exécution efficiente des activités prévues notamment avec l'appui technique d'Expertise France ;
- Renforcer les capacités techniques des bénéficiaires pour garantir la pérennité et la durabilité des ouvrages réalisés.

2.2. Mode opératoire du projet

Le mode opératoire suivant en ce qui concerne ce projet :

- La convention de financement sur le prêt de 40 Millions d'euros sera signée entre l'AFD et le ministère des Finances ;

- La maîtrise d’ouvrage du projet sur le prêt sera assurée par le ministère de l’Aménagement du Territoire (représenté par l’Agence Nationale d’Aménagement du Territoire (ANAT)). L’ANAT pilotera l’ensemble du programme ;
- La maîtrise d’ouvrage du projet sur le prêt et sur une potentielle subvention complémentaire sera déléguée par l’ANAT à une unité de gestion de projet (UGP). L’UGP disposera d’une autonomie de gestion administrative et financière en étant responsable devant le ministère des Finances de l’utilisation des fonds. Elle assurera les responsabilités de gestion fiduciaire et opérationnelle notamment la planification, la gestion administrative et financière, la mise en œuvre et la supervision technique des partenaires de mise en œuvre (y compris les passations de marchés, l’audit, la gestion des savoirs et de production des connaissances et le système de suivi et évaluation) ;
- La Maîtrise d’Ouvrage d’une subvention parallèle sera confiée à Expertise France, filiale de l’AFD. La subvention financera l’assistance technique d’Expertise France, la réalisation des certains travaux de réhabilitations/constructions prioritaires et la passation de marché d’études de planifications prioritaires (schéma d’assainissement et de gestion des déchets, plan d’urbanisme de la ville et plan d’aménagement provincial) ;
- Un comité de pilotage de l’initiative (autant sur le prêt que sur les subventions) réunira des membres et des invités parmi lesquels : (i) le ministère de l’Aménagement du Territoire (président), les autres ministères (finance, décentralisation, hydraulique, etc), les régies (voirie, eau), la SNEL, la Province et les Mairies...

III. MISSIONS

Expertise France recherche **un (e) Chargé (e) de Subventions** à plein temps, qui sera basé (e) à Boma au sein du bureau de l’équipe projet EF.

Sous la responsabilité hiérarchique du/de la Chef (fe) de projet « Ville Durable » et évoluant au sein de l’équipe projet, il/elle travaillera en étroite collaboration avec l’Unité Support Projet (USP), pour :

- ✓ Coordonner, gérer et piloter la mise en place d’un fonds de développement local mis en place pour encourager et soutenir des projets urbains innovants portés par la société civile locale afin de promouvoir l’inclusion sociale et économique des populations urbaines les plus vulnérables.
- ✓ Assurer un contrôle qualité des livrables des bénéficiaires des subventions ;
- ✓ Réaliser le reporting des activités menées sur le terrain par les bénéficiaires des subventions ;
- ✓ Être le point focal du projet, faire office de liaison avec les partenaires techniques du projet et bénéficiaires de la subvention

Le/la Chargé (e) de Subventions aura en charge le suivi de la contractualisation, de l’exécution et du contrôle administratif et financier des subventions octroyées.

Il/elle assurera notamment les tâches suivantes :

1. **Appui à la passation de marchés et à l’octroi des subventions** : en lien avec la Cellule Achat-Juridique de l’USP
 - Appui à la préparation des appels à projets ;
 - Appui à la diffusion des appels à projet ;
 - Organisation des réunions d’information et des formations des bénéficiaires à la réponse aux appels à projets ;

- Participation au processus d'évaluation et de sélection des porteurs de projets : secrétariat du comité d'évaluation, organisation d'ateliers pour les bénéficiaires présélectionnés, gestion administrative, etc.
- Contrôle de la conformité et vérification administrative selon les procédures en vigueur ;
- Appui à l'instruction des projets sélectionnés et à l'appropriation des procédures de gestion par les bénéficiaires ;
- Préparation des contrats et formalisation des documents internes.

2. Suivi de l'exécution financière, administrative et contrôle qualité des projets par les partenaires :

- Elabore et paramètre, en lien avec le Responsable Administratif et Financier (RAF) de l'USP, les outils financiers de suivi de subventions (fichier de reporting financier, suivi des dépenses etc...) ;
- Contrôle des demandes de versement et des rapports financiers des bénéficiaires pour l'ensemble des projets ;
- Suivi d'un portefeuille de projets ;
- Contrôle le respect des procédures administratives d'EF par le (les) partenaire(s) (achats et passations de marchés, justificatifs etc.) ;
- Vérifie et contrôle la cohérence (exactitude des montants, exhaustivité, taux de change etc...) entre les dépenses inscrites dans les journaux de dépenses des partenaires avec les pièces justificatives transmises ;

3. Appui aux renforcements de capacités des structures :

- Assure la formation et l'appropriation des aspects administratifs et financiers des subventions EF auprès des bénéficiaires ;
- Assure la formation des structures bénéficiaires de subventions sur les procédures Expertise France;
- Animation de la cellule (organisation des réunions de suivi, gestion des emplois du temps et des réunions bénéficiaires etc.)
- Assure un suivi et un contrôle de la bonne exécution des procédures ;
- Analyse les risques et réalise des actions pour les minimiser (en particulier les risques d'inéligibilité des dépenses).

4. Reporting et suivi-évaluation :

- Elabore et renseigne de façon régulière le tableau de bord de suivi global des subventions ;
- Compile et fournit régulièrement des analyses quantitatives et qualitatives sur les données financières concernant les subventions appuyées par Expertise France ;
- En lien avec le RAF l'USP, appuie à la validation des rapports financiers des partenaires (contrôles, cadrage) ;
- Appui à la mise en œuvre du suivi-évaluation ;
- Capitalisation et compilation des résultats.

5. Audit externe :

- Participe aux temps forts politiques et événementiels dans l'écosystème en lien avec le genre ;
- Organise et coordonne en lien avec le.la chargée de sensibilisation des interventions (conférence, prise de parole, sensibilisation) autour des questions d'autonomisation économique des femmes.

6. Archivage :

- Chargée d'archivage de toute la documentation comptable et financière des subventions

III. COMPETENCES ET CONNAISSANCES

- Master ou diplôme universitaire équivalent dans le domaine de la gestion de projet, le contrôle de gestion, la coopération internationale ou autre(s) discipline(s) connexe(s) ;
- Expérience minimum de 5 ans en gestion de subvention, finance, audit, contrôle de gestion, gestion de projet
- Expérience réussie d'au moins cinq (5) ans sur un poste similaire ;
- Expérience de travail avec les OSC et/ou ONG très appréciée
- Compréhension des enjeux de développement urbain, développement économique et inclusion du genre. Une connaissance ou une expérience sur les questions d'autonomisation économique des OSC est un plus ;
- Fortes capacités d'analyse et de synthèse ;
- Très bonne maîtrise des outils bureautiques, notamment Excel et Word est impérative ;
- Excellente maîtrise du français (écrit et parlé)
- Connaissance et maîtrise des langues locales principales de la zone (Swahili, kikongo, lingala, tchiluba)

IV. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Seuls les candidat(e)s sélectionné(e)s seront contacté(e)s.

Le dossier sera composé uniquement de :

- Un Curriculum Vitae détaillé en français (comprenant seulement des éléments liés au poste) ;
- Une lettre de motivation en français ;
- 3 contacts de personnes de références, impérativement des employeurs précédents et/ou Supérieurs hiérarchiques (numéros de téléphone professionnels et adresses emails professionnelles).